**Josselin Rio**

Docteur en droit public

Qualifié aux fonctions de maître de conférences

Né le : 23/10/1991

Mail : josselin.rio@gmail.com

Téléphone : +262 6.92.95.03.25

Adresse : 55 bis Chemin Bœuf Mort

97419 La Possession

# Fonctions universitaires

|  |  |
| --- | --- |
| 2023 – 2026 | Enseignant contractuel (temps partiel et temps plein)*Université de La Réunion* |
| 19. 02 2024 | Qualification aux fonctions de maître de conférences – CNU Section 02, Droit public |
| 2019 – 2021 | Attaché temporaire d’enseignement et de recherche (temps plein)*Université de La Réunion*  |
| 2014 – 2017 | Doctorant contractuel (144h)*Université de La Réunion*  |

# Formation

**Parcours universitaire**

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
| 12.12.2023 | Docteur en droit public *Université de La Réunion* |
| 2015 | Master 2 Droit public approfondi – *Mention Bien**Université Aix-Marseille* |
| 2014 | Master 2 Droit public – *Mention Très bien (Major de promotion)**Université de La Réunion* |
| 2013 | Master 1 Droit public – *Mention Bien (Major de promotion)**Université de La Réunion* |
| 2009 – 2012 | Licence en droit*Université de La Réunion*Collège de droit (*2ème année : mention bien / 3ème année : mention très bien*) |
| 2009 | Baccalauréat Scientifique (S)*Lycée Moulin-Joli* |

**Stages**

|  |  |
| --- | --- |
| Sept. à déc. 2015  | Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l’administration générale de la République – *Assemblée nationale – Paris* |
| Janv. à mars 2014 | Service de la documentation – *Conseil constitutionnel – Paris* |
| Juill. à août 2012 | Stage auprès de Maître SAUBERT – *Cabinet BGS – Saint-Denis, La Réunion* |

# Activités de recherches

## Thèse

***Les principes directeurs de la relation démocratique du pouvoir. Contribution à la théorie juridique de la démocratie politique, s***à paraître chez Mare et Martin, 2026.

Thèse présentée et soutenue publiquement le 12 décembre 2023

Membres du jury de soutenance :

Marthe Fatin-Rouge Stefanini **–** *Rapporteur*

Directrice de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique – Droit public

Patrick Gaïa **–** *Co-directeur de recherches*

Professeur de droit public à l’Université d’Aix-Marseille

Mathieu Maisonneuve **–** *Co-directeur de recherches*

Professeur de droit public à l’Université d’Aix-Marseille

Ferdinand Mélin-Soucramanien **–** *Président du jury*

Professeur de droit public à l’Université de Bordeaux

Agnès Roblot-Troizier **–** *Examinateur*

Professeur de droit public à l’Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Charles-Édouard Sénac– *Rapporteur*

Professeur de droit public à l’Université de Bordeaux

## Contributions à des ouvrages collectifs

1. « Amendement Virapoullé » ; « Continuité territoriale » ; « Élections » et « Wallis-et-Futuna », *in* Mathieu Maisonneuve et Géraldine Giraudeau(dir.), *Dictionnaire juridique des Outre-Mer*, LexisNexis, 2021.
2. « La parole constructive dans la délibération parlementaire », *in* Olivier Desaulnay (dir.), « La parole en droit public », Lextenso, coll. L’épitoge, 2020.
3. « Le système de représentation politique mauricien : entre symboles et nécessités démocratiques », *in* Jacques Colom, Stéphanie Rohlfing-Dijoux et Gotz Schulze (dir.), *The 50th Anniversary of Mauritius*, Nomos, Constitutional Development, 2019.

## Articles et commentaires publiés

1. Z. Brémond, R. Rambaud, J. Rio,« Chronique Droit électoral 2023-2024 », *Revue française de droit constitutionnel*, 2025, (à paraître)
2. « Une théorie démocratique altérée par les adjectifs à la démocratie », *Revue française de droit constitutionnel*, 2025, n° 141.
3. « L’équité dans la campagne audiovisuelle. Les “petits” candidats n’ont pas à être invités au débat des “grands” » - Note sous Conseil d’Etat, 25 juin 2024, n° 495365, *Actualité Juridique Droit Administratif*, n° 37, 2024, p. 2019.
4. « L’équité dans la campagne présidentielle audiovisuelle », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 119, 2019.
5. « Le conseil constitutionnel censure les règles de la campagne audiovisuelle officielle des élections législatives », *Actualité Juridique Droit Administratif*, nº 30, 17 septembre 2018.
6. Note sous Tribunal administratif de La Réunion, 7 décembre 2017, req. n°s 1700424, 1700611 -et 18 mai 2017, req. n°150110820, *Revue juridique de l’océan Indien*, n° 26.
7. Notes sous Tribunal administratif de Mayotte, 10 mars 2016, Md., req. n° 1600059 et Conseil d’État, 23 décembre 2016, req. n° 389744, *Revue juridique de l’océan Indien*, n° 25.
8. Notes sous Tribunal administratif de La Réunion, 27 octobre 2015, n° 1500319 et Conseil d’État, 4 avril 2016, n° 394866 ; 9 septembre 2015, M. B. M-P. n° 1500691, 22 octobre 2015, M. L et M. G, n° 1500321 et 27 octobre 2015, M. C., n° 1500272 *Revue juridique de l’océan Indien*, n° 23.
9. Note sous Tribunal administratif de Mayotte, 22 octobre 2015, M. S. Saïd, n° 1500180, *Revue juridique de l’océan Indien*, n° 23.
10. « Le Conseil constitutionnel et l’argument de droit comparé », *Revue juridique de l’océan Indien*, 2015, n° 21 (Prix du meilleur mémoire de la LexOI).

## Contribution au blog du droit électoral (Dir. Professeur Romain RAMBAUD)

1. « Un sixième échec du RIP : la censure pour inconstitutionnalité » – 22 avril 2024
2. « Emmanuel Macron contre le RIC : un argumentaire insuffisant » – 5 février 2019.
3. « Durée des émissions de la campagne électorale en vue des élections législatives : la décision mi-figue mi-raisin du Conseil constitutionnel » – 1er juin 2017.
4. « La campagne officielle des élections législatives à l’épreuve de la recomposition du paysage politique » – 29 mai 2017.

## Communications

1. [Modérateur] « Les résultats des élections en Bulgarie, Géorgie, Moldavie et Roumanie : entre influence Russe et désaveu européen », Webinaire de l’AFCPE (Association des chercheurs francophone sur les pays de l’Est) 2 avril 2025.
2. « Analyse des enjeux de droit électoral entourant l’organisation des élections législatives anticipées », Saint-Denis, Université de La Réunion, Cycle de conférence d’actualité en Droit constitutionnel : « La Ve République à l’épreuve du choc de la dissolution du 9 juin 2024 », 7 mars 2025.
3. « Retour sur les fondements théoriques de la démocratie et leurs implications : quelle place réelle pour le citoyen ? », Aix-en-Provence, ILF-GERJC, Projet DEFIDEM, 25 novembre 2024. (<https://www.youtube.com/watch?v=3EH9PBJehz8&t=116s>)
4. « Une disqualification des démocraties adjectivées par les principes directeurs de la relation démocratique du pouvoir », *XIe Congrès français de droit constitutionnel* – 15-17 juin 2023 [en ligne].
5. « L’absence des acteurs du jeu démocratique », Journée des doctorants de l’Université d’Angers « L’absence. Perspectives juridiques » – 6 avril 2023 (en cours de publication aux Presses Universitaires de Rennes).

## Projets en cours

« Retour sur une garantie oubliée des droits fondamentaux : la séparation entre pouvoir constituant et pouvoirs constitués » (en cours de rédaction). Dans le cadre du projet de recherche IRN-CNRS « DEFIDEM - Les défis d’une participation accrue des citoyens au fonctionnement des institutions : entre développement d’une culture participative et démocratisation des démocraties », coordonné par Madame Marthe Fatin-Rouge Stefanini, directrice de recherche au CNRS.

Rédaction d’une nouvelle entrée « État(s) d’urgence(s) en Outre-mer » et actualisation des précédentes entrées au *Dictionnaire juridique des Outre-Mer*, *sous la direction de* Mathieu Maisonneuve et Géraldine Giraudeau.

# Activités d’enseignement

*L’ensemble des enseignements ont été réalisés à l’Université de La Réunion*

## Cours magistraux

2023-2026 : Droit constitutionnel (L1 Droit et L1 AES)

2024-2026 : Droit des libertés fondamentales (L3 Droit)

2023-2024 : Droit administratif général (L3 AES)

2023-2024 : Système juridique de l’Union européenne (L3 Droit)

## Travaux dirigés

2016-2026 : Droit constitutionnel (L1 Droit)

2019-2026 : Droit administratif (L2 Droit)

2025-2026 : Droit international public (L3 Droit)

## Projet professionnel personnalisé (PPP)

2023-2025 : Encadrement de la réalisation d’affiches thématiques sur des thèmes juridiques d’introduction au droit ou de droit constitutionnel (L1 Droit)

# Implications pédagogiques, administratives, scientifiques et associative

## Implications pédagogiques

Encadrement des plaideurs au concours d’éloquence « La diagonale des juristes » – 2016-2022.

Encadrement des plaideurs au concours d’éloquence « Oratio – 2019-2022.

Conférence méthodologique « Objectif II-B » – 24/02/2022.

## Implications administratives

Représentant des doctorants au Conseil du Centre de recherche juridique (EA 014) – Université de La Réunion – 2018-2020.

## Implications scientifiques

Co-organisateur du cycle de conférences d’actualité en droit constitutionnel « La Ve République à l’épreuve du choc de la dissolution du 9 juin 2024 » – *mars-avril 2025*

Participation au séminaire *Atelier d’écriture* sous la dir. des Pr. V. Forray et S. Pimont, *Université de la Réunion* – 28/02/2023.

Co-organisateur du cycle de conférences « Droit et Surveillance » – *2018-2020 – Université de La Réunion* :

## Implications vie civile et associative

Membre du réseau de recherche international « Les défis d’une participation accrue des citoyens au fonctionnement des institutions : entre développement d’une culture participative et démocratisation des démocraties » (DEFIDEM). [*https://defidem1.wixsite.com/defidem/team*](https://defidem1.wixsite.com/defidem/team)

Membre de l’Association des Juristes en Droit des Outre-Mer (AJDOM)

Interventions dans l’émission « Midi à La Réunion **»** sur la station de radio « Réunion la première ». Culture et vulgarisation scientifique : « Reconnaître le vote blanc, est-ce utile ? ; Statut des élus et absence de procédures de contrôle ; Faut- il donner plus de pouvoir au département et à la région ? ».